

Le verre est à moitié plein

C'est toujours un peu la même histoire : celle du verre à moitié vide, et celle du verre à moitié plein. Il y a ceux qui ont fait du doute une ligne de conduite, une philosophie. Les notions de crise, de récession et de déclin sont souvent évoquées par ces derniers. Et puis, il y a ceux qui marquent une prédilection particulière pour l'action constructive sans pour autant nier les craquements d'un monde qui change à vive allure. Faut-il donc s'inquiéter d'un verre à moitié vide, ou se réjouir de le voir à moitié plein ? La réponse est claire : la croissance suppose la plus large confiance des acteurs politiques, économiques et sociaux. Voilà pourquoi il est important, dans le contexte actuel, de faire un choix délibéré : celui du verre à moitié plein.

I – Confiance en l'avenir

Au demeurant, un certain nombre de signaux positifs sont désormais visibles : l'économie américaine se porte mieux, et ce mieux est une heureuse nouvelle pour le monde. Le « beige book »⁽¹⁾ souligne la nette amélioration de la conjoncture en juillet et en août, confirmant ainsi les multiples signes d'un redémarrage soutenu. Quant à la Banque centrale européenne, elle continue « à tabler sur une reprise de l'activité, qui débutera durant la deuxième moitié de l'année, et ira en se renforçant au cours de 2004 ». Bref, la mise en place d'une reprise progressive sur le Vieux Continent, favorisée par le climat de croissance mondiale, semble se dessiner. C'est dire que ce Continent que l'on dit vieilli, incapable d'assurer seul sa défense, impuissant à retrouver les chemins de l'innovation, peut, quant il s'en donne les moyens, et en dépit de sa

démographie vieillissante, retrouver le chemin de la croissance. Ainsi, les réformes engagées par José-Maria Aznar ont porté : avec une croissance de 2,4 % en 2003, et un déficit maîtrisé, l'Espagne est devenue un exemple à suivre. Et tout semble indiquer que les courageuses initiatives prises par Gerhard Schröder, en Allemagne, destinées à sauver ce qui peut l'être des acquis sociaux, porteront leurs fruits dès la fin de l'année. En vérité, les firmes et les ménages allemands pensaient leur pays incapable de se réformer. Ils se trompaient sur eux-mêmes, et s'étonnent aujourd'hui d'avoir, en si peu de temps, réussi à faire sauter un si puissant verrou mental⁽²⁾.

Pourquoi, ne parviendrions-nous pas à faire de même ? Notre pays traverse, il est vrai, de réelles difficultés, mais la meilleure façon de les surmonter est-elle de brandir, à tout propos, le verre à moitié vide de la croissance, du déficit et du taux de chômage ? Nous sommes, c'est un fait indiscutable, confrontés à une anémie de la croissance sans précédent qui pèse sur nos recettes fiscales, et, partant, sur le déficit budgétaire : **depuis 3 ans⁽³⁾, la croissance a tout bonnement été divisée par dix !** Dès lors, comment, avec des déficits publics qui devraient atteindre, en 2003, 4 % du produit intérieur brut, respecter, à la lettre, les critères du pacte de stabilité ? Un pacte de stabilité qui est aussi un pacte de croissance.

Les partisans du verre à moitié vide soulignent, à juste titre, que la France a un rôle à jouer en Europe, et donc, qu'elle se doit, partout et toujours, de montrer l'exemple. Nous aimerions, nous les premiers, que la théorie, qui rend un assez joli son, soit d'immédiate application. Malheureusement, la conjoncture oblige à faire une moindre place à l'orthodoxie, et une plus

(1) Rapport de conjoncture publié par la Réserve fédérale américaine (FED).

(2) Le Chancelier s'attaque au dossier des retraites après ceux du chômage, de la fiscalité et de la santé.

(3) 4,2 % en 2000, 2,1 % en 2001, 1,2 % en 2002, de l'ordre de 0,5 % en 2003.

grande à la réalité. Le gouvernement a donc fait le choix de la croissance, en étalant un peu dans le temps ses devoirs budgétaires. Les partisans du verre à moitié plein, dont nous sommes, admettent qu'une situation exceptionnelle liée à l'héritage de cinq ans de dépenses à tout va, engageant durablement l'avenir, requiert des mesures exceptionnelles. A la condition toutefois, qu'une telle décision s'accompagne de réformes structurelles, dont l'impact sur la croissance n'est plus à démontrer. Félix Rohatyn, dans une récente tribune écrivait que « La France devra relever plusieurs défis économiques et sociaux sur le plan interne. Son rôle futur dans le monde sera décidé par la façon dont elle les relèvera ». C'est peu dire que nous souscrivons à l'analyse, qui suppose une volonté politique forte, nécessaire pour endiguer le fleuve des revendications corporatistes.

II – Des réformes à engager d'urgence

Il faut, en somme, passer du verre à moitié plein au verre aux trois-quarts plein. C'est une ambition moins modeste qu'il n'y paraît. Il est déjà heureux que le gouvernement ait eu le courage, pour 2004, de stabiliser les dépenses en volume. Sage mesure également que celle qui consiste à réduire la pression fiscale, seule manière de redonner de la vigueur à notre économie, et qui contribuera, selon Jean-Paul Fitoussi (4) « à rassurer les Français sur leur avenir ». Les rassurer c'est aussi, et peut-être surtout, leur donner l'envie de créer, de bâtir et permettre ainsi à notre pays de se renouveler au-dedans, pour saisir ses chances au-dehors ! A cet égard, il faut se réjouir de la reprise des créations d'entreprises : en rythme annuel, elles dépassent désormais 280 000 unités, ce qui devrait permettre d'atteindre, si ce rythme se poursuit, le million de nouvelles entreprises voulu par le Chef de l'État d'ici à 2007.

Mais nous pouvons faire mieux encore, et passer le soc de la réforme dans la terre durcie de nos mentalités profondes.

Réforme bien engagée pour les retraites : les mesures qui reposaient dans les cartons depuis quinze ans, ont finalement été adoptées. Mais qu'en est-il de la Réfondation sociale ? Le 16 juillet 2001, sept organisations syndicales et professionnelles représentatives sur huit, ont signé un document, dénommé « Position commune », destiné à donner un nouvel élan à la négociation collective au sein d'un système performant de relations sociales. Il répondait ainsi à l'invite conjugée du Président de la République et du Premier ministre. Malheureusement, l'interprétation qui en a été faite en début d'année remettait en cause l'équilibre atteint. Un équilibre complexe, fruit d'intenses négociations. C'est dire que toute réécriture du texte, aussi minime qu'elle soit, risque d'en modifier la nature profonde. Ce n'est pas le fait du hasard si Valéry Giscard d'Estaing, le père du projet de Constitution européenne, souligne qu'une simple modification dudit projet fait peser sur ce dernier, un risque mortel : « Plus la Conférence intergouvernementale », dit-il, « s'éloignera de l'accord obtenu par la Convention, plus il sera difficile de trouver un nouveau point d'équilibre ». Et bien, pour la Position commune, c'est exactement la même chose : il faut respecter, à la lettre, la signature des partenaires sociaux, sous peine de rompre l'équilibre auquel ils sont parvenus.

Dernier chantier enfin, et non des moindres, celui de l'assurance-maladie. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que la partie la plus inquiétante dans l'évolution des déficits publics est celle de la sécurité sociale, et en particulier de la branche maladie qui doit faire l'objet d'une profonde réforme. Il faut, c'est une nécessité absolue, responsabiliser l'ensemble des acteurs, et sans doute accepter, à l'instar de notre voisin allemand, des efforts substantiels s'agissant des remboursements de médicaments, et de la réduction ou la suppression de certaines prestations.

C'est l'honneur des hommes de gouvernement de se conduire plus en homme d'État qu'en politicien : le second pense à la prochaine élection, le premier à la prochaine génération.



⁽⁴⁾ Président de l'Observatoire français des conjonctures économiques.